

Petit guide pratique d'initiatives locales et alternatives

Documents d'analyse et de réflexion

Octobre 2014

Rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles 

Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

Petit guide pratique d'initiatives locales et alternatives

Introduction

Vous vous sentez perplexe et découragé devant l'état de notre monde ? Las d'entendre parler de la crise sans voir de possibilité d'action pour apporter votre petite pierre à l'édifice du changement ? Résigné au statu quo parce que vous vous sentez impuissant ? Insatisfait de votre mode de vie en décalage par rapport à vos convictions et vos valeurs ? Noyé dans un tourbillon de « Yakas » (« Il n'y a qu'à remettre la finance à sa place », « Il n'y a qu'à consommer moins et mieux ») ? Vous pressentez bien que laisser aller les choses comme elles vont actuellement nous mène droit dans le mur mais vous doutez de votre capacité d'action ? Vous avez entendu parler de développement durable et de transition énergétique et vous vous sentez concerné ? Vous êtes convaincu que l'action politique visant à agir sur les structures sociales injustes doit être complétée et renforcée par des initiatives locales et citoyennes ? ... **ce petit guide est fait pour vous !**

C'est vrai : prendre la réalité de l'état de notre monde au sérieux (pauvretés, inégalités sociales et économiques, origine anthropique du changement climatique, raréfaction des ressources énergétiques et naturelles, etc.) peut susciter un sentiment d'impuissance. On sait qu'il faut changer des choses, modifier son mode de vie, mais on doute que notre petite contribution puisse faire la différence et on se résigne à la fatalité. Ou alors, on ne sait pas bien quoi engager comme démarche. Ou encore, très motivé, on fait quelques petits pas ; mais seul, on se retrouve vite dans des impasses. Pourtant, des marges de manœuvre existent pour changer son mode de vie et « réinventer le monde ».

Alors, **comment agir ?** Divers niveaux d'action sont à investir. Outre celui de l'action politique (du niveau le plus local au niveau le plus large qui est celui de la gouvernance mondiale), il y a le niveau des comportements individuels et des « ménages » : beaucoup se rendent compte qu'un changement est nécessaire en ce qui concerne nos habitudes de consommation (alimentaires et autres), nos manières de nous déplacer, nos façons de nous loger, etc. Un niveau intermédiaire est celui des initiatives locales, portées par des communautés, des groupes de citoyens réunis à l'échelle d'un quartier, d'une commune, d'un village, voire d'une ville. Ce niveau nous apparaît essentiel car complémentaire aux deux premiers. Il permet à des individus désireux d'être acteurs de changement de se sentir poussés vers l'avant et encouragés par une dynamique de groupe ; il permet également, dès lors que ces initiatives se rassemblent en réseau et se concertent, de faire entendre au niveau politique la voix des citoyens qui y sont engagés.

L'importance de ce niveau d'action est notamment soulignée avec force par Olivier De Schutter, qui a terminé fin mai 2014 son mandat de Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. En réponse à la question « Qu'avez-vous appris au long de vos six années de mandat ? », il déclare : « Je croyais à la toute-puissance de l'Etat, je crois aujourd'hui à la toute-puissance de la démocratie. Je ne pense plus qu'il faille attendre passivement que les gouvernements agissent d'eux-mêmes. Les blocages sont trop nombreux ; les pressions qui s'exercent sur eux, trop réelles ; et les acteurs faisant obstacle au changement, trop puissants. Je pense que la transformation des systèmes alimentaires s'opérera à partir d'initiatives locales. Partout où je vais dans le monde, je vois des citoyens qui en ont assez d'être considérés comme des consommateurs ou des électeurs et veulent être de véritables acteurs du changement en cherchant à inventer des façons plus

responsables de produire et de consommer. Le message final que je remets aux gouvernements, c'est la nécessité de démocratiser les systèmes alimentaires. Cela signifie qu'ils doivent admettre qu'ils ne détiennent pas toutes les solutions et qu'il faut accorder une grande place aux citoyens dans la prise de décision. Je crois aujourd'hui davantage à une transition imposée par des initiatives venues d'en bas que par des réglementations imposées d'en haut »¹.

Quelles sont donc ces « **initiatives venues d'en bas** », comme les appelle Olivier De Schutter ? Si elles sont nombreuses dans le domaine de la consommation et de la production alimentaires, des initiatives alternatives au système dominant existent et se développent également en réponse à d'autres défis que celui de l'alimentation. L'idée de cette analyse est de proposer un (petit) guide d'initiatives alternatives. Il s'adresse en particulier à des novices en la matière qui cherchent à s'engager, mais il pourra être utile également à des personnes déjà engagées qui voudraient en inviter d'autres à les rejoindre.

Plusieurs classifications sont possibles ; nous avons fait le choix de classer les initiatives choisies selon quatre entrées : 1) Consommation (alimentaire et autre), 2) Logement, 3) Transport, 4) Transversal. La consommation, alimentaire et autre, fait l'objet de cette analyse. Les trois autres entrées feront l'objet d'une deuxième analyse. Signalons également que ce petit guide est loin d'être exhaustif : il se veut être une porte d'entrée vers l'engagement. C'est pourquoi nous veillons à renvoyer le lecteur vers des liens utiles, des adresses ou des références quand c'est possible.

La consommation

Les groupes d'achat commun (GAC)

Le principe d'un GAC est simple : des personnes se regroupent pour acheter directement leurs légumes auprès d'un producteur des environs. D'autres produits peuvent parfois faire partie du « panier » : fruits, pain, fromage, miel, viande. Les **produits** sont garantis **locaux et de saison**. S'ils ne sont pas toujours certifiés bio, c'est que le label coûte trop cher au producteur. Ce n'est pas pour autant que les produits ne correspondent pas aux standards de l'agriculture biologique. C'est sur la **confiance** que se basent donc les échanges ; cette confiance est possible grâce à la rencontre directe entre les consommateurs et le producteur. La rencontre, elle a également lieu entre les consommateurs, ce qui permet de retisser le **lien social** à l'échelle de son quartier.

Les variantes :

GAS : groupe d'achat solidaire

GASAP : groupe d'achat solidaire de l'agriculture paysanne

AMAP : association de maintien de l'agriculture paysanne

GAA : groupe d'achat alimentaire



« Je recherchais plus de cohérence dans la manière dont je m'alimente, par rapport aux valeurs que je défends. Le GAC m'aide à cela. En plus, il y a le soutien du groupe »

Muriel

¹ <http://croco.solsoc.be/le-croco-no105-mai-2014/breve/notre-modele-agricole-mondial-est:>

Liens utiles :

Pour trouver un producteur : www.groupealimentaires.be/ ou www.leclicloca.be/index.php

Pour trouver un GAC : www.asblrcr.be/-Alternatives-pres-de-chez-vous-44-

Pour créer un GAC : www.asblrcr.be/pdf/Guide_creation_GAC_mai.pdf

A propos des GASAP : www.haricots.org/content/groupes-dachat-solidaires-de-lagriculture-paysanne

Pour trouver un GASAP : www.gasap.be

A propos des circuits courts et de l'agriculture paysanne : www.saveurspaysannes.be

Analyse sur les GAC : www.centreavec.be/site/les-groupes-dachat-commun-une-initiative-socialement-juste-et-ecologiquement-durable

Les potagers collectifs

Nul besoin de beaucoup d'explications : **cultiver des légumes ensemble** sur un lopin de terre du quartier, voilà l'objectif d'un potager collectif. Mais en réalité il en va de bien plus que cela : **partage de savoirs** entre expérimentés et débutants, **échange** de semences et de légumes, **convivialité** autour du travail manuel en plein-air, **plaisir** du travail de la terre, etc. Plusieurs fonctionnements sont possibles : on cultive tout tous ensemble et chacun se sert selon ses besoins, ou chacun cultive sa propre parcelle. Souvent, ce sont les communes qui mettent des parcelles à disposition de citoyens, suite à leur demande. Une autre possibilité serait que des propriétaires, estimant ne pas avoir le temps de s'occuper d'un potager, mettent une portion de leur jardin à disposition de voisins en échange d'une partie de la récolte.

Les variantes :

Potager urbain, potager familial/jardin ouvrier, potager pédagogique/d'animation



« Cultiver son lopin de terre, si petit soit-il, est un acte politique, c'est un acte de résistance »

Pierre Rabhi

Liens utiles :

Une mine de ressources (techniques, méthodologiques, administratives) et des informations sur les potagers collectifs à Bruxelles : www.potagersurbains.be

Ressources utiles par l'association Le début des haricots : www.haricots.org/node/978

Accompagnement possible par l'asbl Le début des haricots : www.haricots.org

Pour trouver un potager collectif près de chez soi : www.asblrcr.be/-Alternatives-pres-de-chez-vous-44-

Appel à projet régulier par Bruxelles Environnement :

www.bruxellesenvironnement.be/Templates/news.aspx?id=38154

Les composts collectifs

Ils vont souvent de pair avec les potagers collectifs, mais pas toujours. Les composts collectifs permettent de réduire la quantité de ses déchets ménagers de manière considérable. L'autre objectif poursuivi est la création de compost : les déchets organiques se transforment en un humus bien riche que l'on pourra réutiliser comme engrais dans ses bacs à fleurs ou son potager (dans certains composts, mais pas tous, les déchets verts sont acceptés également). C'est aussi une manière de rencontrer ses voisins et les habitants du quartier. La dimension de la **convivialité** n'est pas absente : les retournements (à organiser de manière régulière) du compost sont souvent l'occasion de se retrouver autour d'un apéro ou d'un goûter. Certaines règles à suivre sont incontournables. Des associations spécialisées proposent un **accompagnement** qui s'avère très utile (voir liens). Si c'est la commune qui met un lieu à disposition et finance le matériel de départ, l'employé communal responsable du projet est aussi un allié précieux, notamment pour ce qui est des relations avec le voisinage direct de l'endroit où se trouve le compost.

Les variantes :

Compost privé, compost d'intérieur (vermicompostage ou lombricompostage), compost à l'école, ...



« Maintenant que je participe au compost du quartier, j'ai rencontré plein de voisins et cela m'a sorti de mon isolement »

Hugues

Liens utiles :

Une mine de ressources (techniques et méthodologiques) : www.wormsasbl.org (rubrique 'Compostez !')

Ressources utiles : www.haricots.org/node/978

Accompagnement possible par des spécialistes et bénévoles : www.haricots.org ou www.wormsasbl.org

Pour trouver un compost collectif à Bruxelles :

www.wormsasbl.org/index.php?tar=compostez&id=8&sel=3&ssel=2

Trouver une formation au compostage, pour « maître-composteur » ou le compostage à l'école :

www.wormsasbl.org/index.php?tar=activite&id=88&sel=4&ssel=1

Les systèmes d'échange locaux (SEL)

Un SEL est un groupe dont les membres s'échangent des services qui se mesurent (se monnaient, en quelque sorte) en *temps*. Le principe est simple : 1 heure = 1 heure. Par exemple : 1h de cours de saxophone = 1h de couture = 1h de babysitting. Généralement, une liste des services disponibles est accessible sur internet. C'est là aussi que les échanges sont comptabilisés. **Rencontres, solidarité et valorisation** des compétences de chacun : voilà trois ingrédients des SEL.



« Le SEL me permet de rencontrer des personnes qui veulent faire bouger les choses et les mentalités »

Eric

Liens utiles :

Pour en savoir plus sur les SEL, pour en créer un et pour en trouver un près de chez soi : www.sel-lets.be et www.asblrcr.be/-Systeme-d-echange-local-

Les réseaux d'échanges (réciproques) de savoirs (RES/RERS)

Un RES ressemble un peu à un SEL, mais il diffère en ceci qu'il est axé sur la **transmission** de compétences et de savoir-faire et que les échanges ne sont généralement pas comptabilisés. Les **compétences** de chacun sont **valorisées**, et une compétence équivaudra toujours à une autre. Le principe : les membres adhèrent à une charte et proposent un ou des savoirs et peuvent faire appel aux autres membres quand ils ont besoin ou envie de mobiliser leur savoir à eux. Par exemple : je t'accompagne dans des démarches administratives et tu m'apprends les bases de la photographie. Ou : Sophie m'apprend à jouer aux échecs, tandis que j'apprends à Luc à remplir sa déclaration d'impôts, et Luc apprend à Séverine à faire des sushis... Quand on réfléchit un peu, on a tou(te)s des compétences à **partager**.



« Le RES de notre quartier ? Il nous permet de tisser des liens et, en plus, on apprend beaucoup humainement : chacun à quelque chose à offrir, à transmettre »

Evelyne et Tristan

Liens utiles :

Pour trouver un RES près de chez soi : <http://rers.be/content/les-r%C3%A9seaux-dechanges-de-savoirs-de-belgique-res> et www.asblrcr.be/-Alternatives-pres-de-chez-vous-44-

Exemple d'une charte : <http://rers.be/content/la-charte-des-rers>

Pour en savoir plus sur les RE(R)S : www.asblrcr.be/pdf/Mosaique_de_savoirs.pdf

Différence entre un SEL et un RES : <http://rers.be/content/les-syst%C3%A8me-dechanges-locaux-sel>

Les donneries et prêteries

Leur nom dit bien de quoi il s'agit : un système de don pour la donnerie, et un système de prêt pour la prêterie. Que se donne-t-on et que se prête-t-on ? Des objets... Des objets dont on n'a plus besoin mais qui peuvent être utiles à d'autres pour la donnerie (meubles, jouets, livres, etc.) et des objets que l'on peut mettre à disposition des autres pour la prêterie (outils, tondeuses, remorque, DVD, vélo, etc.). Ça fonctionne par échange de mails entre personnes d'une même zone géographique. Une servicerie, c'est la même chose, mais pour les services (un peu comme un SEL). En y participant, on **évite** des **gaspillages** inutiles et la **surconsommation**, et on s'inscrit dans une dynamique de **solidarité**. On peut faire **plaisir** à quelqu'un et faire la **rencontre** de personnes de son quartier.

Les variantes :

Les « give box » (un endroit où on peut laisser et prendre des objets), un après-midi où on invite ses amis et ses voisins et les amis et les voisins de ses amis pour s'échanger des vêtements, les « Ressourceries » (voir liens), dons aux Petits-Riens/ à Oxfam,...



« Le don crée de la valeur, puisque celui qui acquiert n'appauvrit pas celui qui donne et que le donateur s'enrichit de donner »

Michel Serres et Claire Héber-Suffrin

Liens utiles :

Pour trouver une donnerie près de chez soi : www.asblrcr.be/-Alternatives-pres-de-chez-vous-44-

A propos des « Ressourceries » : www.res-sources.be/ressourcerie

Un exemple de prêterie, de donnerie et de servicerie (province du Luxembourg) : www.tselux.be/article-la-donnerie-preterite-et-servicerie-luxembourg-en-quelques-mots-75394059.html

Les Repair Cafés

On a tous chez soi des choses abîmées ou cassées ; elles traînent et on hésite à les jeter, ne sachant pas comment les réparer. La solution ? Le *Repair Café* ! On y trouve le matériel nécessaire, et des personnes bénévoles pour nous aider à réparer nos objets de toutes sortes : vélo, vêtement, machine à laver, grille-pain, etc. De la sorte, on ressort du *Repair Café* avec des objets presque flambant neufs, mais aussi, on a appris à les réparer : une couturière nous a appris à repriser un pull, un réparateur de bicyclettes nous a appris à réparer notre vélo, etc. En plus, on a passé un bon moment autour d'un café. Ça nous aide à **lutter** contre le **gaspillage** et la **surconsommation**, et participe à la **transmission de savoir-faire** pas toujours valorisés à leur juste-valeur dans la société.



« Je me pose beaucoup de questions sur la société de consommation, et je sens que quelque chose ne tourne pas rond : on jette trop vite les choses. Le Repair Café, c'est une manière d'agir à contre-courant de la société »

Stéphane

Liens utiles :

Pour en savoir plus et pour trouver un *Repair Café* près de chez soi : www.repaircafe.be/fr/

Le commerce équitable

Le commerce équitable n'est pas nouveau et il est déjà bien connu. Les principales organisations internationales de commerce équitable le définissent comme suit : « un partenariat commercial, fondé sur le **dialogue**, la **transparence** et le **respect**, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande **équité** dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud »². Les grands principes : **soutien** aux producteurs et engagement mutuel entre acheteurs et producteurs, **sensibilisation** de l'opinion publique et **advocacy** pour changer les règles et pratiques du commerce international.



« Le commerce équitable, c'est devenu un réflexe dans notre famille. C'est un petit geste pour nous, mais en même temps, c'est participer à quelque chose de plus grand : un monde plus juste »

Marta et sa famille

Liens utiles :

Pour en savoir plus et pour trouver des produits équitables : www.befair.be/fr/content/le-commerce-%C3%A9quitable

² www.befair.be/fr/content/definition-0

L'économie sociale

Appelée aussi *tiers-secteur*, « l'économie sociale se compose d'activités économiques, productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants : 1) finalité de **service** à la collectivité ou aux membres, plutôt que le profit, 2) **autonomie** de gestion, 3) processus de **décision démocratique** et 4) **primauté des personnes et du travail** sur le capital dans la répartition des revenus »³. Voilà la définition qui fait l'unanimité en Belgique francophone. En fonction de leur mission sociale première, les « entreprises sociales » peuvent prendre diverses formes : entreprise de formation par le travail (EFT), entreprise d'insertion (EI), organisation d'insertion socio-professionnelle (OISP), entreprise de travail adapté (ETA), etc. Faire appel à leurs services est une manière concrète de les soutenir. Une autre de s'en faire solidaire serait de devenir bénévole pour l'une d'elles.



« Quand j'ai commencé à m'intéresser à l'économie sociale, j'ai réalisé que, pour beaucoup de choses, je passais déjà par ces canaux-là. De connaître leur éthique, je vois maintenant le sens de soutenir ces initiatives »

Paule

Liens utiles :

Pour en savoir plus sur l'économie sociale : www.saw-b.be/spip/-L-economie-sociale-PORTLET-

Pour trouver une organisation de l'économie sociale près de chez soi : www.saw-b.be/spip/spip.php?page=annuaire-es et <http://www.observatoire-es.be/liens/>

Conclusion

On le voit : un fourmillement d'initiatives existe ! Leur diversité est une richesse. Au-delà de leurs différences, elles ont ceci en commun : elles montrent qu'il existe bel et bien des marges de manœuvre pour résister au consumérisme ambiant en investissant les champs de l'être, de la relation, de la solidarité, du service aux autres, du don et de la gratuité. Ces marges de manœuvre, il ne faudrait pas les sous-estimer. Par leur ancrage local, elles participent au remailage du lien social. L'esprit de convivialité et le sentiment d'appartenance à un groupe permettent de ne plus se sentir seul pour agir.

Certes, c'est impossible de prendre part à tout : à chacun(e) de choisir l'initiative (ou les initiatives) dans laquelle il/elle veut s'engager, qu'elle existe déjà ou qu'il faille la mettre sur pied⁴. Le choix se fait en fonction de ses affinités, ses contraintes, ses disponibilités et ses limites. La capacité à poser des choix qui vont parfois à contre-courant de ce que propose la société, voilà une voie d'émancipation – individuelle et collective – que nous promettent ces initiatives citoyennes.

³ www.saw-b.be/spip/Definition,212

⁴ Pour faciliter la mise sur pied d'une initiative, des associations peuvent fournir un accompagnement personnalisé (voir les liens utiles de l'analyse) et proposent des formations. Voir notamment l'asbl RCR (réseau des consommateurs responsables) : www.asblrcr.be

Pour terminer, encore une réflexion. Nous avons, dans l'introduction, identifié trois niveaux d'action pour « faire bouger les choses » : le niveau politique, le niveau individuel, et entre les deux, le niveau associatif et local. Un quatrième niveau, qui sous-tend à notre avis les trois autres, est celui de la spiritualité. Ne peut-on considérer que, si « la consommation comme affirmation de soi est d'abord une façon de remplir le vide »⁵, travailler sur son rapport à la consommation nécessite aussi de prendre soin de ce vide en soi ? Petit à petit, on découvrira que ce « vide » est en réalité notre « intériorité », ce lieu en nous où, dans la liberté, nous posons nos choix et orientons notre désir.

Claire Brandeleer
Centre Avec

Sources des photos (libres de droit) :

<http://www.freeimages.com/photo/1441538>
<https://www.flickr.com/photos/cogdog/2523436670/>
<https://www.flickr.com/photos/green4all/2894752941/>
<http://morguefile.com/archive/display/35743>
<https://www.flickr.com/photos/bootbearwdc/20109566/>
<https://www.flickr.com/photos/timwilson/156922128/>
<https://www.flickr.com/photos/kky/4140654910/>
<https://www.flickr.com/photos/angela7/2228823597/>
<http://www.freeimages.com/photo/1049886>

⁵ Philippe Moati, cité dans Philippe Frémeaux, Wojtek Kaliniwski, Aurore Lalucq, *Transition écologique, mode d'emploi*, Alternatives économiques/Les Petits matins, 2014, p.250.